

Arrêté municipal n° 201910-24
interdisant l'utilisation de tout produit phytosanitaire
chimique sur l'ensemble du territoire de la commune

LE MAIRE DE RAMONVILLE SAINT-AGNE

VU le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 reprenant le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, qui dispose en son alinéa 11 que la Nation doit assurer à tous la protection de la santé ;

VU le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958, dans sa rédaction issue de la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005, se référant à la Charte de l'environnement de 2004, qui dispose en son article 1er que chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé, et en son article 5 que les autorités publiques doivent prendre toutes mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation d'un dommage, même si celle-ci est incertaine en l'état des connaissances scientifiques ;

VU l'article 72 alinéa 2 de la Constitution du 4 octobre 1958, dans sa rédaction issue de la loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003, posant le principe de subsidiarité en vertu duquel les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon ;

VU l'article 72 alinéa 3 de la Constitution du 4 octobre 1958, dans sa rédaction issue de la loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003, disposant que, dans les conditions prévues par la loi, les collectivités territoriales s'administrent librement et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences ;

VU l'article 1er point 4 du règlement n° 1107/2009 du 21 octobre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, disposant que les Etats membres peuvent appliquer le principe de précaution lorsqu'il existe une incertitude scientifique quant aux risques concernant la santé humaine ou animale ou l'environnement que représentent les produits phytopharmaceutiques devant être autorisés sur leur territoire ;

VU l'article 6 du Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne, entré en vigueur le 1er décembre 2009, qui stipule que la protection de la santé humaine demeure de la compétence des Etats membres, l'Union n'ayant en la matière qu'une compétence d'appui éventuel ;

VU la loi Labbé, loi n°2014-110 du 6 février 2014, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national et modifiée par la loi n°2015-992 du 17 août 2015, interdisant au 1er janvier 2017, l'utilisation pour l'entretien des espaces verts ouverts ou accessibles au public appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements et aux établissements publics, de certains produits phytosanitaires, à l'exception de ceux mentionnés à l'article L. 253-7 du Code rural et de la pêche maritime, interdiction étendue aux particuliers le 1er janvier 2019 ;

VU l'article L.253-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime disposant que l'autorité administrative peut, dans l'intérêt de la santé publique ou de l'environnement, prendre toute mesure d'interdiction, de restriction ou de prescription particulière concernant l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;

VU l'article L.253-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime disposant que les conditions d'utilisation des produits phytopharmaceutiques sont définies par le règlement n°1107/2009 susvisé et par les articles du chapitre III du Titre V du Livre II du même code ;

VU l'article 83 de la loi 2018-938 du 30 octobre 2018 disposant que l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments doit être subordonnée à des mesures de protection des personnes habitant ces lieux ;

VU l'article L1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que les communes concourent avec l'Etat à la protection de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie ;

VU les articles L2212-1 et L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant qu'au sein de la commune, le maire est chargé de la police municipale, qui a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique, comprenant notamment l'interdiction des exhalations nuisibles, la projection de toute matière de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, à la sûreté, ainsi que de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser les fléaux calamiteux et les pollutions de toute nature ;

VU l'article L1311-2 du Code de la Santé Publique, disposant que le maire peut édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans la commune pour compléter des textes réglementaires relatifs à la préservation de la santé de l'homme, et notamment l'exercice d'activités non soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et la lutte contre la pollution atmosphérique ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des textes susvisés que le maire a le devoir et la responsabilité de prendre au titre de son pouvoir de police toutes mesures de nature à prévenir et à faire cesser toutes pollutions sur le territoire de sa commune, et particulièrement celles de nature à mettre en danger la santé humaine ;

CONSIDÉRANT que, en toutes matières, la carence ou le retard de l'État dans la promulgation des normes nécessaires imposent que le titulaire d'un pouvoir réglementaire local fasse usage de ses propres pouvoirs de police ;

CONSIDÉRANT que l'avis du 20 mars 2015 du Centre International de Recherche contre le Cancer (CIRC), agence appartenant à l'Organisation Mondiale de la Santé, a classé le glyphosate parmi les agents « probablement cancérogènes » ;

CONSIDÉRANT qu'il est constant que, même en cas de promulgation de normes réglementaires par l'Etat ou son représentant en vertu d'un texte lui attribuant des pouvoirs de police spéciale, le maire peut prendre au titre de son pouvoir de police générale des mesures spécifiques plus contraignantes sur le territoire de sa commune, en considération des circonstances locales (Conseil d'Etat, 18 avril 1902, n° 4749 ; 20 juillet 1971, n°75613, 26 juin 2009, n° 309527, 2 décembre 2009, n° 309684), et même le doit sous peine d'engager la responsabilité de la commune (Conseil d'État 10 mai 1974, n° 82000), et permet notamment de définir ou d'étendre une zone de protection des habitations contre un danger potentiel (Conseil d'État, 13 septembre 1995, If 127553) ;

CONSIDÉRANT qu'une réglementation européenne ne saurait confisquer les pouvoirs des autorités publiques nationales, et notamment ceux des collectivités territoriales, dans l'exercice de leurs compétences de protection de la santé humaine réservées par l'article 6 du traité TFUE ;

CONSIDÉRANT en outre que l'arrêté du ministre de l'agriculture du 4 mai 2017 (J.O. du 7 mai) relatif à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, d'une part, ne se réfère pas à la protection de la santé humaine visée à l'article 6 du traité TFUE et, d'autre part, n'épuise pas l'application en droit interne du règlement antérieur susvisé n 0 1107/2009, qui prévoit que l'autorisation et l'utilisation des produits phytosanitaires ne peut se faire qu'en prenant en compte la nécessaire protection des groupes vulnérables, définis par l'article 3 point 14 du règlement comme "des personnes nécessitant une attention particulière dans le contexte de l'évaluation des effets aigus et chroniques des produits phytopharmaceutiques sur la santé. Font partie de ces groupes les femmes enceintes et les femmes allaitantes, les enfants à naître, les nourrissons et les enfants, les personnes âgées et les travailleurs et habitants fortement exposés aux pesticides sur le long terme" ;

CONSIDÉRANT qu'il en va de même pour l'article L253-7-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime qui ne s'attache qu'à interdire l'utilisation des produits phytosanitaires dans des lieux collectifs fréquentés par les enfants, ou à réglementer leur usage à proximité de ces lieux ou de lieux collectifs de soins ou d'hébergement de personnes âgées ;

CONSIDÉRANT que cette carence de l'Etat a été mise en lumière par le Conseil d'Etat qui, par son arrêt rendu le 26 juin 2019, a considéré que les riverains des zones traitées devaient être considérés comme des "habitants fortement exposés aux pesticides sur le long terme" et a annulé l'arrêté ministériel susvisé du 4 mai 2017 "en tant qu'il ne prévoit pas de dispositions destinées à protéger les riverains des zones traitées par des produits phytopharmaceutiques" ;

CONSIDÉRANT que l'établissement de la charte départementale, visée à l'article 83 de la loi n 0 2018-938 du 30 octobre 2018, devant formaliser les mesures de protection des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées avec un produit phytopharmaceutique, a été reportée en l'état à 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient dès lors au titulaire du pouvoir réglementaire municipal de police sanitaire de prendre les mesures permettant de prendre immédiatement en compte la

nécessaire protection de toutes les personnes vulnérables de la commune, qui n'est pas assurée par des dispositions en vigueur ne visant que la protection de lieux collectifs à l'exclusion des habitations individuelles, et particulièrement des riverains de parcelles agricoles ;

CONSIDÉRANT également que, selon le registre R-nano mis en place par les articles R523-12 à R523-22 du Code de l'Environnement, de nombreux produits phytosanitaires à usage agricole se sont vus adjoindre dans leur composition des nanoparticules, dont les caractéristiques de taille et de surface permettent aux produits de pénétrer au cœur des cellules des plantes, qui sont des eucaryotes, tout comme le sont les êtres humains ;

CONSIDÉRANT que selon le dernier bilan mis à disposition du public du registre R-nano publié à ce jour, les produits phytopharmaceutiques représentent désormais plus de la moitié des déclarations d'utilisation de nanoparticules (5 415 déclarations en 2017, soit 57,6 0 /0 du total) ;

CONSIDÉRANT que le Haut Conseil de la Santé Publique, dans son rapport du 29/04/2018, publié le 25/06/2018, au sujet des nanoparticules de dioxyde de titane, a souligné d'une manière générale le manque d'études de toxicité et d'écotoxicité des nanoparticules déjà employées dans les produits mis sur le marché, le caractère insuffisant des dispositions en vigueur du code de l'environnement, et l'absence d'informations précises sur les nanoparticules actuellement utilisées, le Haut Conseil de la Santé Publique n'ayant même pas pu avoir accès au détail des données du registre «R-nano» ;

CONSIDÉRANT que la Commission Européenne, sur le rapport, adopté à l'unanimité les 25 et 26 avril 2018, du Comité d'experts chargé de la révision du Règlement européen "REACH" relatif à la mise sur le marché des produits chimiques (Règlement 1907/2006), vient de reconnaître officiellement que l'évaluation des effets toxiques et écotoxiques des nanoparticules doit faire l'objet d'une méthodologie particulière, différente des évaluations faites jusqu'ici pour les substances à l'échelle macrométrique ;

CONSIDÉRANT que le même rapport souligne que la voie majeure d'exposition aux nanoparticules est l'inhalation, point repris aux considérants 17 à 19 du Règlement 2018/1881 du 3 décembre 2018 de la Commission, modifiant les annexes du Règlement REACH ;

CONSIDÉRANT qu'aucune des substances présentant des nanoformes déjà employées dans les produits phytosanitaires mis sur le marché n'a fait l'objet des évaluations toxiques et écotoxiques imposées par les nouvelles annexes du règlement REACH ;

CONSIDÉRANT que les éléments qui précèdent rendent d'autant plus urgente la mise en place de mesures de précaution et de prévention des risques au niveau de la commune, dont de nombreuses habitations sont situées sous les vents dominants (Cers et Autan) des parcelles cultivées ;

CONSIDÉRANT que la détermination des distances à respecter pour les opérations d'épandage doit prendre en compte le fait que les effets toxiques des substances qualifiées de perturbateurs endocriniens et ceux des nanoparticules se manifestent même à une faible dose d'exposition ;

(association d'accompagnement à l'impulsion des démarches et dynamiques agricoles durables) sur la période 2019-2020 afin de permettre une conversion efficiente.

Article 5 : Le présent arrêté a vocation à être révisé en fonction de l'évolution de la réglementation départementale, nationale et européenne, et notamment des modalités concrètes d'entrée en vigueur effective du futur article L.253-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime, et de l'évolution des connaissances scientifiques.

Article 6 : En vertu de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté est exécutoire de plein droit à compter de sa publication ou affichage et de sa transmission au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement.

Article 7 : Copie du présent arrêté sera transmise ce jour :

- au Préfet de la Haute-Garonne ;
- au Commandant de la Brigade territoriale de gendarmerie de Ramonville Saint-Agne.

Fait à Ramonville Saint-Agne, le 15 octobre 2019

Le Maire
Christophe LUBAC



Christophe Lubac

Rendu exécutoire compte tenu de :
La transmission en Préfecture le : 15/10/2019
L'affichage en Mairie le : 15/10/2019
La notification le : 15/10/2019

CONSIDÉRANT que les mesures appropriées de protection devront prendre en considération les méthodes d'épandage utilisées pour être adaptées au risque sanitaire effectif ;

CONSIDÉRANT que le principe d'égalité devant la loi ne s'oppose pas à la promulgation de normes n'autorisant des épandages dans des zones déterminées qu'avec des produits autorisés en agriculture biologique (Conseil constitutionnel, décision 2018-771 du 25 octobre 2018, considérant n° 24) ;

CONSIDÉRANT qu'il existe des mesures d'accompagnement au changement de pratiques pour les agriculteurs ;

CONSIDÉRANT que, au-delà des riverains, les personnes susceptibles de passer à proximité des parcelles, les personnes fragiles et les professionnels de santé, les personnes s'occupant d'enfants, les détenteurs de ruches, etc., doivent pouvoir être informés des lieux, dates et nature des épandages de produits phytopharmaceutiques ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Définition

Pour l'application du présent arrêté, on entend par « produits phytopharmaceutiques » tout produit mentionné à l'article L.253-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à l'exception des produits de biocontrôle figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, des produits qualifiés à faible risque conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/ CEE et 91/414/ CEE du Conseil, et des produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique.

Article 2 : Réglementation des modalités d'utilisations des produits phytopharmaceutiques

L'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite sur le territoire de la commune de Ramonville Saint-Agne à une distance inférieure à 150 mètres minimum de tout lieu de vie.

Article 3 : Information des citoyens

Des dispositifs devront être mis en place indiquant que la parcelle a été, est ou va être traitée. Ces dispositifs peuvent être des drapeaux de couleur indiquant les traitements passés (et jusqu'au délai de réentrée) et ce peu importe la nature des produits concernés par l'article 2. La mairie de Ramonville devra être informée au moins 24h avant les traitements de leur date, lieu et nature. Les cahiers de traitements devront être rendus accessibles afin de faciliter l'accès à l'information sur les produits utilisés et savoir quelles mesures prendre en cas d'exposition.

Article 4 : Mesures d'accompagnement

La mairie de Ramonville Saint-Agne informera individuellement les exploitants agricoles et les propriétaires fonciers de cet arrêté et leur proposera des rencontres pour étudier les mesures d'accompagnement éventuelles. Une concertation pourra également être proposée à la Chambre d'Agriculture. La municipalité confirme son soutien et son aide aux démarches de conversion qu'elle entreprend pour son compte et celui de ses administrés, au profit de l'intérêt général. La municipalité propose l'accompagnement par la FREDON et le 100^{ème} singe